

Le déclin du capital social aux États-Unis

The Decline of Social Capital in the United States

Decadencia del capital social en los Estados Unidos

Robert D. Putnam

Numéro 41, printemps 1999

Les mots pour le dire, les mots pour le faire : le nouveau vocabulaire du social

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/005219ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/005219ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

1204-3206 (imprimé)

1703-9665 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Putnam, R. D. (1999). Le déclin du capital social aux États-Unis. *Lien social et Politiques*, (41), 13–22. <https://doi.org/10.7202/005219ar>

Résumé de l'article

Le recul de la confiance des Américains dans leurs institutions est lié au déclin du capital social, autrement dit de leur confiance mutuelle, de leur participation aux affaires communes et de la réciprocité entre eux. Sur l'ensemble des facteurs susceptibles d'expliquer le recul de l'engagement communautaire des Américains, le plus important est celui de la diffusion de la télévision dans tous les foyers, qui correspond chronologiquement et générationnellement à ce déclin du capital social. La solution pour résoudre la crise de confiance qui frappe les institutions américaines réside alors dans l'invention, au sein de la société civile, de nouvelles formes de connectivité.

Première partie

NOUVELLES NOTIONS

13

Le déclin du capital social aux États-Unis

Robert D. Putnam

Il y a quelques années, dans le cadre d'une étude hautement scientifique sur la nature, la qualité et l'efficacité des collectivités locales en Italie, mes collègues et moi avons mesuré, sur une période de vingt ans, l'efficacité de divers gouvernements régionaux. Normalement, la science politique n'est pas une science expérimentale, et ce type de recherche n'est pas à la portée des politologues. Cependant, en 1970, les Italiens ont jeté les bases essentielles à un tel projet en établissant un tout nouvel ensemble de gouvernements régionaux à travers le pays. Ces gouvernements étaient théoriquement investis des mêmes pouvoirs, paraissaient essentiellement identiques et disposaient de ressources substantielles. Ils dépensent aujourd'hui environ

dix pour cent du PNB de l'Italie (approximativement le même niveau que les États américains). Il s'agissait donc d'institutions qui, potentiellement, étaient assez puissantes et importantes. Elles étaient génétiquement identiques puisque, en principe, elles partageaient la même structure, mais les régions où elles avaient été implantées — le terrain — étaient passablement différentes les unes des autres. Certaines étaient plutôt riches et économiquement avancées, d'autres présentaient des retards; certaines étaient dirigées par la Démocratie chrétienne, d'autres par le Parti communiste italien. La recherche portait sur une question assez simple: comment ces institutions, génétiquement identiques, se sont-elles développées dans des milieux différents?

Pendant vingt ans, mes collègues et moi avons observé le rendement

de ces gouvernements, analysant leurs budgets, leurs dispositions administratives et l'efficacité de leur gestion, dénombrant tantôt les garderies, tantôt les projets d'irrigation qu'ils avaient mis sur pied, et évaluant leur niveau de réceptivité aux demandes des citoyens ordinaires.

Nous avons constaté que certains de ces gouvernements étaient très efficaces et le demeurent, alors que d'autres constituaient et constituent encore des échecs complets. M'étant intéressé à l'efficacité du gouvernement du Commonwealth du Massachusetts, je peux affirmer que bon nombre des gouvernements régionaux italiens sont beaucoup plus efficaces, inventifs et novateurs que lui. D'autres, cependant, sont de vrais fiascos: ils sont corrompus, inefficaces, ne répondent jamais à leur courrier. Nous nous sommes demandé pourquoi il en était ainsi: pourquoi certains

14

gouvernements sont-ils plus efficaces que d'autres ? Quelle est la clé de leur réussite ?

Plusieurs hypothèses se présentaient. Nous avons pensé que les régions plus riches et plus développées au plan économique étaient à même de se payer un bon gouvernement. Le succès de certaines expériences pouvait également dépendre du niveau d'éducation de la population ou encore du système des partis politiques. Nous avions beaucoup d'idées, d'hypothèses, mais nous étions loin de nous douter qu'en fait, les meilleurs indicateurs du rendement des gouvernements sont... les chorales et les clubs de football, ainsi que les clubs « Rotary », les cercles de lecteurs, les clubs de randonnée pédestre, etc. Autrement dit, certaines de ces collectivités jouissaient de réseaux d'activités communautaires élaborés : les gens établissaient des liens entre eux et avec le gouvernement. Non seulement les habitants des régions administrées par un gouvernement efficace étaient plus en mesure de prendre part au processus électoral, mais ils entretenaient entre eux des liens horizontaux formant les mailles d'un tissu serré de vie civile.

Ces régions avaient établi une règle de réciprocité, jouissaient du type de réciprocité qui fait fonctionner une collectivité et décuple l'efficacité de l'action des gouvernements. Elles avaient un tissu de

vie civile ; les liens entre voisins et la vitalité des organisations communautaires faisaient partie de leurs coutumes et de leurs traditions. Elles étaient également plus riches, plus avancées économiquement. Longtemps, nous avons cru que ces gouvernements avaient du succès parce que la richesse engendrait l'engagement communautaire et fournissait un terrain favorable aux chorales d'amateurs ; nous supposions que les habitants des régions développées et bien nanties avaient le temps et les moyens de s'engager dans les affaires de la collectivité, alors que le pauvre paysan, lui, ne pouvait se payer le luxe de prendre part à une activité artistique. Nous pensions que la richesse permettait la floraison des regroupements d'amateurs de chant.

Toutefois, c'est exactement le contraire qui est vrai. Dans le cas de l'Italie du moins, ce n'était pas la richesse qui faisait pulluler les chorales, mais les chorales qui produisaient la richesse. Autrement dit, de deux régions également peu développées il y a cent ans, celle qui jouissait d'une tradition d'engagement collectif s'était enrichie davantage. Nous avons découvert, à notre grand étonnement, que ce phénomène de « connectivité » civile était un élément clé pour expliquer non seulement le meilleur rendement de certaines institutions, mais aussi, au moins partiellement, des niveaux différenciés de bien-être économique.

Le capital social

Le capital physique est un bien qui permet d'augmenter la productivité. Il y a une vingtaine d'années, les économistes ont commencé à utiliser la notion de capital humain. Aujourd'hui, on parle aussi de *capital social*. Pour nous, ce concept désigne les aspects de la vie collective qui rendent la communauté plus productive, soit la parti-



cipation, la confiance et la réciprocité. On a l'occasion d'être plus productif quand on a la chance de vivre ou de travailler dans une collectivité ou dans un organisme où ces caractéristiques sont développées, plutôt que dans un environnement qui en est dépourvu. Ce type de capital social s'est révélé essentiel, du moins en partie, au développement économique, à l'efficacité des institutions, etc. Aussi, à la question de savoir pourquoi certains gouvernements fonctionnent mieux que d'autres, on peut répondre : « grâce aux chorales d'amateurs », ou plutôt : grâce au capital social.

Le déclin de la confiance

Il y a quelques années, rentré aux États-Unis à la fin de mes travaux de recherche en Italie, j'ai commencé, en tant que citoyen, à m'intéresser à un problème qui préoccupe aujourd'hui la plupart des Américains : ils ont le sentiment que leurs institutions fonctionnent moins bien qu'autrefois. De nombreux indicateurs permettent de mesurer ce phénomène. Un moyen pratique de l'évaluer consiste à examiner les réponses à une question posée par les instituts de sondage depuis trente à quarante ans : « Avez-vous confiance en la capacité du gouvernement de Washington de

prendre la bonne décision dans la majorité des cas ? »

Dans les années 1950 ou 1960, 75 pour cent des Américains auraient répondu oui. Cette époque semble révolue. L'an dernier, environ 20 pour cent des Américains ont donné une réponse affirmative. Cette diminution reflète un déclin constant qui s'est échelonné sur trente ans, sans égard au gouvernement ou au parti au pouvoir. La confiance s'est effritée tant sous les Démocrates que sous les Républicains, en période de prospérité aussi bien qu'aux époques de difficultés économiques. La perte de confiance touche à la fois le gouvernement fédéral, les gouvernements des États et ceux des régions. Il ne s'agit pas seulement de méfiance, mais d'un manque d'appréciation, d'approbation du rendement de la plupart des institutions de notre société. On perd confiance dans le monde des affaires, dans les institutions religieuses, dans la médecine et, je regrette de devoir le dire, dans les universités. Les Américains ont l'impression qu'aucune de leurs institutions ne fonctionne aussi bien qu'il y a vingt ou trente ans.

À ma connaissance, la perte de confiance dans les institutions publiques est plus prononcée aux États-Unis que dans toutes les autres démocraties industrialisées. Elle s'y est aussi amorcée plus tôt. Cependant, la même tendance est perceptible au Canada, en Suède, au Japon, en Italie, en Grande-Bretagne et dans de nombreux pays industrialisés.

Le déclin de l'engagement communautaire

À mon retour au pays, j'ai donc commencé à me demander s'il pouvait exister un rapport entre ce problème — la perte d'efficacité de nos institutions — et le sujet que j'avais étudié comme chercheur : le capital social. J'ai ainsi entrepris, il

y a quelques années, une recherche sur les tendances relatives au capital social et à la participation à la vie collective aux États-Unis depuis vingt à trente ans. D'abord surpris de mes découvertes, j'en ai bientôt été attristé.

J'ai constaté que depuis quelques décennies les Américains abandonnent progressivement de nombreuses formes de participation à la vie collective. L'exemple le plus simple a trait à l'activité la mieux connue d'eux : le suffrage. La génération actuelle vote moins que la précédente dans une proportion d'environ 25 pour cent. Or cette diminution est moins prononcée que celle d'autres indices de participation à la vie civile, et n'est certainement pas la plus importante. Par exemple, depuis vingt à vingt-cinq ans, des instituts de sondage demandent chaque année aux Américains s'ils ont assisté au cours de l'année précédente à une réunion au cours de laquelle on a débattu d'affaires municipales ou scolaires. Les résultats indiquent une diminution de près de 40 pour cent de ce type de participation à la vie civile depuis vingt ans. Des tendances semblables ont été relevées pour d'autres indices de l'intérêt à débattre des enjeux collectifs. Non seulement le droit de vote est-il moins exercé, mais encore les questions d'affaires publiques sont beaucoup moins discutées.

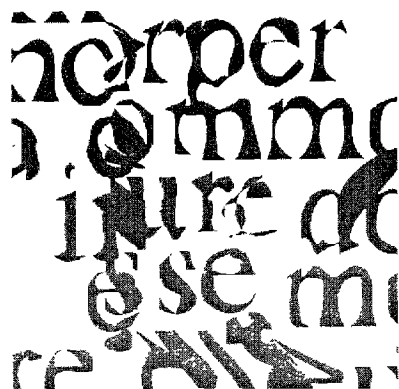
Il faut préciser que ce déclin ne touche pas seulement la vie politique : dans beaucoup d'autres secteurs, on observe la diminution des communications entre les individus et les collectivités. Par exemple, aux États-Unis, les groupes communautaires les plus répandus et les plus importants gravitent autour des religions. Cela concerne à peu près 50 pour cent de l'activité communautaire américaine : ces organismes réalisent environ 50 pour cent des activités philanthropiques et des activités de béné-

volat. Bien que les résultats puissent varier jusqu'à un certain point selon les mesures utilisées, on constate une diminution d'environ 20 pour cent, peut-être même de 25 pour cent, du nombre d'Américains qui affirment être allés à l'église le dimanche précédant l'enquête.

En outre, dans une étude sociologique récente (assez méchante), les sondeurs ont posé aux répondants la question habituelle : « Êtes-vous allé à l'église dimanche dernier ? », puis ont vérifié la véracité des réponses. Deux conclusions navrantes en ressortent. D'abord, les gens qui prétendent s'être rendus à l'église sont environ deux fois plus nombreux que ceux qui y sont réellement allés. Ensuite, il s'avère que nous mentons plus à ce sujet que ne le faisaient nos parents. Ainsi, les chiffres cités sous-évaluent la désertion réelle des églises. Cependant, toutes les confessions religieuses ne sont pas victimes de ce déclin. Certaines ont connu une augmentation du nombre de leurs fidèles, d'autres ont subi une diminution. La religion évangélique a enregistré durant cette période une croissance qui n'a toutefois pas suffi à compenser l'effondrement catastrophique de l'assiduité au sein des grandes confessions religieuses méthodiste, luthérienne, épiscopale et catholique. Le déclin de la participation aux organisations religieuses a été considérable.

Ce constat s'applique également aux syndicats. Au sein de la génération précédente, le principal type d'affiliation d'un grand nombre d'Américains de la classe ouvrière, des hommes en particulier, était l'appartenance à un syndicat. Au fil des années, l'effectif des syndicats a chuté de 50 à près de 60 pour cent. On peut donc conclure que les Américains se rendent moins souvent que par le passé à l'église et aux réunions syndicales.

16



On constate des tendances semblables dans bien d'autres types d'organisations communautaires. Prenons par exemple les cercles masculins comme les Francs-Maçons. Tous ces groupes ont subi une perte de leur effectif de l'ordre de 20 à 50 pour cent au cours des vingt à trente dernières années. D'ailleurs, la tendance qui a caractérisé tout le siècle est assez intéressante. Il semble que, durant la majeure partie du XXe siècle, de plus en plus d'hommes américains ont appartenu à ce type d'organisme (on a observé la même tendance pour les groupements de femmes). Il apparaît que, toutes proportions gardées, l'effectif des clubs masculins américains était plus élevé en 1960 qu'en 1950 et, de même, plus important en 1950 qu'en 1940. Cette tendance s'est maintenue au cours du siècle jusqu'à ce que, tout

à coup, sans bruit ni raison, l'effectif de tous ces organismes plafonne, puis connaisse une baisse constante, suivie d'un déclin accéléré au cours des vingt à vingt-cinq dernières années. Autres exemples : au cours de la même période, l'effectif des bénévoles de la Croix-Rouge a chuté de plus de 50 pour cent, et le nombre d'adultes œuvrant bénévolement pour les Scouts et d'autres organisations a connu un déclin similaire.

Les quilles en solitaire, ou le déclin de la connectivité

On peut donc dire que, sous bien des rapports, nous communiquons moins. Bien sûr, cela ne signifie pas que toutes les organisations américaines ont perdu des membres. Ce n'est pas le cas. Ainsi, l'effectif des associations qui regroupent des membres des professions libérales ou des cadres supérieurs a considérablement grossi, mais à peine plus que le nombre d'Américains exerçant ces professions, si bien que le taux de participation à ces associations n'a pas vraiment augmenté. Toutefois, certaines organisations ont fait des bonds prodigieux. Il se trouve que je fais partie de l'association dont la croissance est la plus rapide en Amérique, puisque son effectif est passé, depuis vingt à trente ans, de 300 000 membres à 34 millions de membres. Il s'agit de l'AARP, l'*American Association of Retired Persons*. J'en fais partie parce que, lorsqu'elles franchissent le cap des cinquante ans, les personnes qui détiennent un permis de conduire reçoivent une lettre qui leur propose de devenir membres de l'AARP. Espérant obtenir un rabais sur le prix des motels ou quelque autre avantage de ce genre, je me suis inscrit à l'Association et j'en suis maintenant un membre actif et en règle. Ma participation se résume à signer un chèque de huit

dollars, puis à feuilleter les pages de la revue *Modern Maturity* !

Telle est la tendance générale. Les organisations qui n'exigent de leurs membres que quelques traits de plume ou la signature d'un chèque foisonnent de nos jours. Par contre, celles qui demandent un vrai militantisme sont au point mort ou en déclin. Je ne dis pas qu'il n'existe pas de groupes de pression ; en fait, d'importants lobbies ont connu une croissance au cours de cette période. Cependant, les organismes dans lesquels sont établis des contacts avec d'autres membres sont ceux-là mêmes qui ont connu une perte de connectivité.

Signalons maintenant un fait probant pour les Américains : la participation aux ligues de jeu de quilles est en déclin. Les quilles sont une grosse industrie aux États-Unis. On compte plus d'Américains qui ont joué aux quilles l'an dernier que de citoyens qui ont voté. Cette activité a connu une croissance d'environ dix pour cent au cours de la dernière décennie. Cependant, la participation aux ligues de quilles, autrement dit au jeu pratiqué en équipe, a diminué de 40 pour cent durant la même période. Pour comprendre les raisons de mon inquiétude, il faut savoir ce qui se passe lorsqu'on joue aux quilles en équipe aux États-Unis. Deux équipes de cinq joueurs s'affrontent : dix personnes sont présentes. Il y a toujours deux joueurs devant les allées, pendant que les huit autres, assis derrière sur des bancs disposés en demi-cercle, boivent de la bière, mangent des bretzels et discutent. Ils s'intéressent avant tout à l'histoire d'O. J. Simpson, mais ils parlent parfois d'obligations d'épargne, du ramassage des ordures ou du niveau des écoles locales.

La raison pour laquelle j'ai choisi l'exemple des ligues de quilles est le sens que revêt leur

défaveur : nous avons perdu une autre occasion de discuter avec des proches de questions d'intérêt commun et d'affaires communautaires. Cela ne signifie pas qu'on ne parle pas de politique aux États-Unis. En réalité, on entend des hurlements quand il est question de politique dans ce pays ! Les États-Unis sont envahis par un fléau de tribunes radiophoniques et de « talk shows » qui reçoivent des appels d'auditeurs tout disposés à s'exprimer : « Salut, je m'appelle Bob, j'habite Buffalo et je... » etc. Moi, je ne connais pas ce Bob. Je ne sais même pas s'il s'appelle vraiment Bob et je ne sais pas s'il donne son opinion de façon responsable, comme le fait mon coéquipier de quilles.

Si deux personnes se rencontrent chaque quinzaine à la salle de quilles et que l'une d'elles lance des affirmations insensées, elle devra assumer la responsabilité de ses propos car elle rencontrera de nouveau son interlocuteur la fois suivante. C'est fondamentalement la représentation de ce qui arrive — ou n'arrive plus — à la démocratie américaine : nous avons de moins en moins l'occasion de discuter sérieusement avec des gens que nous connaissons bien. Je ne parle pas de discussions intellectuelles de haut vol, mais de conversations que nous entretenons avec nos voisins sur des questions courantes, en prenant la responsabilité de nos opinions. C'est là le sens du déclin qui touche cet aspect du capital social. Le phénomène n'apparaît pas seulement dans un contexte formel, ou à la salle de quilles, à l'église et dans les syndicats, il s'étend aussi aux contacts informels.

En effet, l'absence d'échanges sociaux ne se fait pas sentir uniquement dans les organisations formelles, mais aussi dans les liens informels. Par exemple, au cours des trente dernières années, des sociologues ont demandé à des

gens de noter leur emploi du temps pour chaque minute d'une journée (combien de minutes sont consacrées au brossage des dents, etc.). Nous connaissons donc l'emploi du temps des Américains depuis trente ans ainsi que son évolution. En réalité, le scénario est resté sensiblement le même au fil des ans. Nous consacrons à peu près le même nombre de minutes à la plupart de nos activités — tel le transport quotidien — que la génération d'il y a trente ans.

Nous pouvons opposer à cette stabilité de notre emploi du temps quotidien le fait que nous consacrons environ 25 pour cent moins de temps aux conversations courantes et 50 pour cent moins de temps aux réunions d'associations qu'il y a trente ans. De plus, nous connaissons moins bien nos voisins. Au cours des vingt à vingt-cinq dernières années, le nombre de personnes qui affirment n'avoir jamais passé une soirée avec un voisin a doublé. Ce n'est plus seulement au moment des élections, dans les affaires publiques ou même dans un contexte organisationnel formel que se manifeste cette absence de liens avec les autres, mais pour bien d'autres aspects.

De plus, et c'est en un sens le nœud du problème, nous nous faisons moins confiance les uns aux autres. Si vous aviez demandé aux Américains de la génération précédente s'ils faisaient confiance à autrui, environ les deux tiers auraient répondu oui. Si l'on posait la même question aujourd'hui, environ les deux tiers répondraient par la négative. Nous perdons cette habitude de la réciprocité qui caractérise les collectivités dotées d'un niveau élevé de capital social.

À la recherche d'une explication

Le meilleur prédicteur de l'engagement communautaire des

membres d'une collectivité est le niveau de scolarité. Une instruction plus poussée est l'indice d'un plus grand engagement. Depuis trente-cinq ans, le niveau de scolarité moyen du peuple américain a augmenté massivement. Les universités ont vu croître leur effectif étudiant. Pourtant, durant le même laps de temps, nous avons abandonné nos voisins et démissionné des organismes communautaires. Pourquoi ? Il ne s'agit pas d'une tendance sociologique naturelle qui se serait manifestée au cours des cent, deux cents ou cinq cents dernières années : cela s'est passé en une génération. Qu'est-ce qui a bien pu provoquer ce changement ?

Facteurs démographiques

Il est possible que le phénomène des familles à double revenu ait contribué à nous éloigner les uns des autres, car un grand nombre de femmes sont entrées sur le marché du travail. Mais il faut faire preuve de prudence en examinant cette hypothèse : nos mères ont beaucoup contribué au développement du capital social (façon ésotérique de dire qu'elles emmenaient les enfants jouer au base-ball). Nos femmes et nos filles travaillent pour contribuer au revenu familial et pour évoluer au niveau professionnel, mais personne ne remplit la tâche qu'accomplissaient nos mères. Du moins, c'est une hypothèse.

La question de la présence des femmes sur le marché du travail est complexe. S'il est vrai que le déclin de l'engagement communautaire est plus prononcé chez les femmes que chez les hommes, on constate qu'il est plus grand chez les femmes qui ne travaillent pas hors du foyer. La catégorie d'Américaines dans laquelle la diminution de l'engagement communautaire s'est fait sentir le plus nettement est celle des « mères traditionnelles » : celle des femmes mariées, mères de

famille et sans emploi. Plus des trois quarts des mères traditionnelles de la génération précédente étaient membres d'une association de parents d'élèves ; aujourd'hui, moins de la moitié sont dans ce cas. En fait, le niveau de participation communautaire est aujourd'hui légèrement plus élevé chez les femmes actives que chez les femmes au foyer. Ces remarques n'étant pas validées par une comparaison en bonne et due forme, on ne peut affirmer avec certitude que les femmes qui étaient engagées socialement il y a une génération sont, de façon disproportionnée, les femmes qui ont intégré le marché du travail. Cependant, il est certainement possible que les femmes les plus enclines à la participation communautaire aient décidé de travailler à l'extérieur, augmentant ainsi le niveau d'engagement communautaire de la population active féminine et laissant à leur sort celles qui sont moins susceptibles de s'impliquer dans la vie collective.

Il faut noter que le déclin de la participation touche aussi les hommes. Bien sûr, on pourrait l'attribuer au fait que les hommes compensent l'absence de la mère au foyer et disposent donc de moins de temps pour leurs loisirs. Nous savons tous que ce n'est pas le cas aux États-Unis. Tout porte à croire, au contraire, que les hommes ne

comblent pas l'absence de la femme à la maison.

Les divorces et les changements qui ont touché la structure familiale constituent peut-être un autre facteur. Il ne fait aucun doute que le taux de divorces a augmenté et que le nombre de personnes vivant seules s'est considérablement accru. Les statistiques attestent que les personnes seules sont moins susceptibles d'établir des liens sociaux et de faire confiance à autrui. Il est fort possible que cet ensemble de bouleversements de la structure familiale ait contribué largement au déclin de l'engagement collectif.

Facteurs économiques

Et l'aspect économique ? Un des faits déterminants à cet égard est que la participation communautaire est à la baisse pour tous les niveaux de revenu. Cette tendance se manifeste chez les riches, chez les pauvres et dans la classe moyenne. En fait, un des éléments les plus frappants de nos découvertes est que cette tendance se manifeste dans tous les secteurs aux États-Unis. Les mesures de l'engagement collectif sont faibles parmi les gens les plus scolarisés et chez les décrocheurs ; elles sont faibles pour tous les niveaux d'éducation et de revenu et dans toutes les catégories sociales, chez les Noirs comme chez les Blancs, sur la côte est, sur la côte ouest et dans le centre du pays. Cela ne veut pas dire que tous ces groupes partagent le même niveau d'engagement, mais que la tendance à la baisse existe dans chacun d'eux.

L'influence du groupe d'âge

Mais il existe une exception, une dimension à l'intérieur de laquelle les tendances varient considérablement : le groupe d'âge. Lorsque nous posons aux Américains une série de questions destinées à mesurer leur engagement

collectif (« Avez-vous voté aux dernières élections ? Lisez-vous les journaux ? À combien de regroupements appartenez-vous ? Faites-vous confiance aux autres ? »), nous constatons que le niveau d'engagement est relativement élevé parmi les personnes nées à la fin du siècle dernier ou au début du XXe siècle, et qu'il suit une courbe ascendante inégale jusqu'aux personnes nées au début des années 1930 ; on remarque alors une légère baisse, qui devient une courbe descendante constante et très prononcée pour les personnes nées au cours des quarante années suivantes. Il y a enfin un écart considérable entre le niveau d'engagement collectif des personnes qui sont nées dans les années 1970 et entrent tout juste dans la fleur de l'âge, et celui de leurs grands-parents, nés dans les années 1920. Ces derniers sont deux fois plus susceptibles d'aller voter, trois fois plus susceptibles de lire les journaux, et susceptibles d'être membres de deux fois plus d'organismes. En outre, ils sont deux fois plus susceptibles de faire confiance à autrui. On constate donc qu'il existe des écarts importants entre les générations.

Le fait que les personnes âgées soient plus engagées dans la collectivité ne vient pas du fait que les jeunes n'ont pas encore eu l'occasion d'en faire autant, car généralement l'habitude de l'engagement se forme entre les âges de quinze et vingt ans. Les personnes qui dépassent aujourd'hui soixante, soixante-dix ou quatre-vingts ans ont beaucoup plus l'esprit civique que les générations plus jeunes. Toute leur vie, elles ont maintenu la structure civique des États-Unis, et celles qui ont fait plus que leur juste part prennent leur retraite.

Les derniers représentants de cette longue génération empreinte de civisme la prendront l'an prochain. Ils seront remplacés au sein de la population par leurs enfants et

leurs petits-enfants, qui sont bien moins engagés dans la collectivité. Si nous ne réagissons pas rapidement, la situation va se détériorer considérablement.

Le développement des banlieues et le déploiement subséquent des autoroutes sont des suspects plausibles, mais je dois admettre que je n'ai pas encore trouvé de preuve pour étayer cette hypothèse. Le niveau moyen d'engagement communautaire ou de confiance sociale n'est pas plus bas dans les banlieues américaines que dans les villes. De façon générale, on ne peut pas dire que les banlieues soient plus éclatées et plus favorables à l'isolement que les centres urbains.

L'architecture de nos maisons (véranda et porche à l'avant, balcon et barbecue à l'arrière) pourrait jouer un rôle non négligeable dans ce phénomène. On a récemment discuté, dans une ville de Californie, de l'adoption d'un règlement de zonage baptisé *The Front Porch Ordinance*, qui exigerait l'installation d'un porche à l'avant de chaque nouvelle maison, en vertu, j'imagine, du principe qu'«une entrée invitante attire les visiteurs». Quoi qu'il en soit, l'architecture a son importance et, parmi les générations précédentes d'urbanistes, il en est une qui détient une part de responsabilité dans l'aménagement de nos collectivités.

Je croyais que la mobilité résidentielle pouvait être un suspect important, mais elle a un alibi inattaquable aux États-Unis, puisque que les Américains d'aujourd'hui ne déménagent pas plus souvent que leurs parents ou leurs grands-parents. En fait, on observe le phénomène contraire : qu'il s'agisse de traverser la rue ou de gagner l'autre bout du pays, le nombre annuel de déménagements est sensiblement moindre de nos jours. De plus, on observe cette baisse de la mobilité



géographique depuis près de cinquante ans aux États-Unis.

L'influence des gouvernements

Il est possible que les gouvernements aient pu favoriser l'érosion du capital social. On entend des chroniqueurs et des politiciens de droite dire que «les grosses machines gouvernementales» sont à l'origine de cette destruction, autrement dit que les associations de parents d'élèves compteraient moins de militants parce qu'il y aurait trop de bureaucrates en leur sein. Il ne fait aucun doute dans mon esprit qu'aux États-Unis le gouvernement a parfois fortement contribué à diminuer le capital social. Ainsi, les programmes consacrés à la rénovation des centres-villes américains dans les années 1960 ont renouvelé le capital physique au détriment du capital social. On a construit des immeubles magnifiques ; les gens vivent dans des maisons plus belles, mais ont perdu leurs voisins d'autrefois et ne connaissent pas ceux qui les entourent aujourd'hui. Nous avons ainsi détruit un grand nombre de collectivités tout à fait fonctionnelles.

Il est donc possible que certains programmes gouvernementaux aient affaibli le capital social. Toutefois, j'ai peine à croire (et c'est la raison pour laquelle j'ai parlé des ligues de quilles) que les grosses

machines gouvernementales soient responsables du fait que les gens ne fréquentent plus leur club de jardinage ou la salle de quilles ou ne connaissent plus leurs voisins. Deux faits, à mon sens, contredisent cette hypothèse. Le premier est que, dans les États américains, il n'y a pratiquement pas de corrélation entre le niveau de capital social et la taille du gouvernement. Autrement dit, les citoyens des États-providences les plus importants, dont les dépenses d'assistance publique sont les plus élevées, ne sont pas moins susceptibles d'appartenir à des groupes ou de faire confiance à autrui.

Deuxièmement, au sein de l'OCDE, les pays qui présentent les plus fortes moyennes pour le niveau de confiance sociale et d'engagement communautaire (pour la participation à un groupe, par exemple) sont généralement ceux-là mêmes qui ont les plus imposants appareils gouvernementaux : la Suède, la Norvège, le Danemark, par exemple. Par comparaison, les États-Unis et le Canada présentent à peu près les mêmes niveaux de participation à des regroupements et de confiance sociale. En outre, je dirais que, pour ces paramètres, le Canada et les États-Unis se comparent avantageusement aux autres pays et que, même après un déclin de vingt à trente ans, les États-Unis conservent un niveau de capital social supérieur à celui de la plupart des pays. Je ne prétends pas qu'il ne reste rien du civisme américain ; je dis plutôt qu'il a décliné depuis la génération précédente. Je crois possible d'affirmer que les politiques gouvernementales n'ont pris qu'une faible part à ce déclin.

Le suspect numéro un

Qu'est-ce qui a bien pu provoquer l'affaîssement de la confiance sociale, de l'engagement collectif, de la «connectivité» ? Au total,

20

dans cette cause, il y a plusieurs coupables, comme dans le roman d'Agatha Christie, *Le Crime de l'Orient Express*. Mais la conclusion la plus logique que l'on puisse tirer des indices recueillis est que le suspect numéro un est la télévision.

Le synchronisme est parfait. La télévision a frappé l'Amérique comme la foudre : il s'agit de l'innovation technologique dont l'adoption a été la plus rapide au cours de l'histoire. En 1949, la télévision avait fait son apparition dans moins de dix pour cent des foyers américains ; en 1959, la moyenne atteignait plus de 90 pour cent. Les effets de son arrivée fulgurante ont continué de se faire sentir ; aujourd'hui, des données fiables indiquent que l'Américain moyen regarde la télévision quatre heures par jour. Ce chiffre ne comprend pas les heures où l'appareil fonctionne dans la pièce d'à côté, mais seulement les heures passées devant le téléviseur. On peut faire bien des choses tout en regardant la télé, mais on ne peut pas jouer aux quilles ni se rendre aux réunions des associations de parents d'élèves.

La diffusion de la télévision a eu comme principale conséquence, et cela n'est pas exclusif aux États-Unis, de nous isoler et de nous rendre plus casaniers. Alors que, à ses débuts, toute la famille s'asseyait autour du petit écran, la multiplication vertigineuse des

foyers où l'on compte plus d'un appareil fait qu'aujourd'hui la télévision est regardée en solitaire. De plus, un simulacre de capital social y est présenté. L'émission la plus populaire aux États-Unis, *Friends*, porte justement sur le capital social, mais il s'agit d'un faux capital social. Dans une autre émission, dont l'action se déroule dans un bar de Boston appelé *Cheers*, les personnages sont présentés comme de bons vieux copains que nous verrions toutes les semaines ; le problème, c'est qu'eux ne nous voient pas.

Statistiquement, pour chaque heure passée à lire le journal, vous êtes plus susceptible d'aller voter, de faire confiance aux autres et de vous joindre à un groupe ; inversement, plus vous passez d'heures devant le téléviseur, moins vous êtes susceptible d'aller voter, de vous joindre à un groupe et de faire confiance aux autres. Aussi, bien que la télévision ne soit pas la seule coupable, elle constitue une grande partie du problème.

Que penser maintenant d'Internet et de la communication par ordinateur ? L'effet ultime de la révolution électronique a été d'étendre géographiquement notre collectivité, ou ce que nous considérons comme notre collectivité, et de la rétrécir considérablement au point de vue sociologique. Il est facile pour moi de communiquer chaque jour avec des gens en Allemagne et au Japon, mais je ne connais pas mon voisin d'en face. Mon père serait bien plus étonné d'apprendre que je ne connais pas mon voisin d'en face que de savoir que je peux communiquer tous les jours avec des habitants de l'autre côté de la planète. La révolution électronique remplace le capital social axé sur le milieu par un capital social orienté vers les fonctions.

Pour certaines applications, ce capital social fonctionnel est une bonne chose, mais il ne l'est pas

dans tous les cas. Mes amis d'outre-mer sont des gens très bien et je peux espérer que le fait de discuter avec eux réduise les possibilités de conflits, mais cela ne change en rien le taux de criminalité de mon quartier. Je ne crois pas que les communications électroniques aient provoqué le désengagement communautaire, car l'ordinateur a fait son apparition vingt à trente ans après le déclenchement de ce processus. Cependant, nous devons trouver les moyens d'utiliser ce réseau électronique pour créer de véritables collectivités, caractérisées par de véritables interactions entre les personnes, et pas seulement par une communication entre des écrans.

Pourquoi faut-il s'inquiéter du désengagement communautaire ?

La question du désengagement communautaire a-t-elle vraiment de l'importance ? Le déclin du capital social est effectivement très important : prenons par exemple le rendement de nos écoles. Ceux qui se préoccupent de la qualité des écoles locales peuvent choisir entre deux stratégies : augmenter de dix pour cent les dépenses consacrées à l'école et obtenir de meilleurs professeurs, plus de livres pour la bibliothèque, etc., ou bien augmenter de dix pour cent le nombre de parents qui prennent part à l'instruction de leurs enfants. Les faits indiquent que la seconde stratégie serait vraisemblablement plus efficace pour améliorer la qualité des écoles. Je ne dis pas qu'il ne faut pas investir plus d'argent dans les écoles, mais je soutiens que la diminution du nombre de parents américains qui participent à l'instruction de leurs enfants est presque certainement une cause très importante du mauvais rendement des écoles.

La criminalité nous fournit un autre exemple. Si le taux de criminalité de votre quartier est inquiétant, deux solutions s'offrent. Vous pouvez augmenter de dix pour cent le nombre de policiers en patrouille ou accroître d'autant le nombre de voisins qui se connaissent par leur prénom. La deuxième possibilité constitue probablement la meilleure stratégie de lutte contre le crime. Je ne prétends nullement que nous ne voulons pas de patrouille de police, mais le fait que nous ne connaissons pas nos voisins aussi bien que nos parents connaissaient les leurs pourrait expliquer, en bonne partie, pourquoi les Américains sont si préoccupés par la criminalité de nos jours.

Le capital social a également des répercussions sur notre état de santé. Des études très intéressantes, et même fascinantes, ont été consacrées aux effets des relations sociales sur la santé. Même si on tient compte de la pratique du jogging, de l'âge, du sexe et de tous les facteurs de risque, les probabilités de mourir au cours de la prochaine année diminuent de moitié pour les personnes qui appartiennent à un groupe, et des trois quarts pour celles qui sont membres de deux groupes. Cela ne s'explique pas par le fait que les gens en bonne santé ont tendance à se regrouper. Ces études mesurent la participation d'une personne à des regroupements, puis observent sa longévité. Il ne s'agit donc pas de causalité inverse. Il semble plutôt que le fait d'entretenir des relations avec les autres engendre des effets physiologiques.

Cette plus grande longévité est aussi liée au fait que les relations sociales créent une sorte de filet de sécurité. Si vous allez à l'église tous les dimanches et qu'un jour vous en êtes empêché parce que vous avez glissé dans votre baignoire, quelqu'un va remarquer votre absence. Ce ne sera pas le cas

si vous n'y allez jamais. D'autre part, notre entourage nous renseigne sur notre propre état de santé. Ainsi, non seulement le bien-être de notre collectivité, mais aussi notre santé physique sont influencés par le désengagement communautaire.

Que pouvons-nous faire ?

Jusqu'à présent, j'ai décrit l'extraordinaire fléau social qui a envahi l'Amérique au cours des trente dernières années. Je pense que de là provient un grand nombre des problèmes que connaissent nos institutions. Les bouleversements technologiques, économiques et sociaux des trois dernières décennies ont mené à un changement lent mais cumulativement radical de notre façon d'établir — ou de ne pas établir — des liens avec les autres. Ces bouleversements ont érodé la plus grande partie de notre capital social. Cependant, si mes propos ont pu paraître pessimistes, pour ma part, je ne le suis aucunement.

En effet, il y a cent ans exactement, l'Amérique a vécu une situation semblable. La Révolution industrielle — la période de trente ans s'échelonnant de 1865 à 1895 — a apporté des développements techniques qui ont transformé nos façons de vivre et notre milieu de vie. Cette époque a connu une immigration massive et, bien sûr, l'urbanisation. Ces événements ont eu pour conséquence la destruction d'une quantité considérable de capital social accumulé. Le pays s'en est ressenti. En 1890, divers maux l'affligeaient : criminalité élevée, écarts économiques grandissants, corruption politique (un observateur de l'époque parle à ce propos de véritable saturnale), inefficacité des institutions, éloignement entre les gens, désintéressement à l'égard de la collectivité. Puis, dans une très courte période,

sont apparues de nouvelles institutions.

En prêtant attention aux dates de fondation des grandes institutions civiles américaines d'aujourd'hui (Croix-Rouge, YMCA, Scouts, NAACP, Urban League, syndicats, Sons of Italy, Sons of Norway, associations de parents d'élèves, club Rotary, Sierra Club, Chevaliers de Colomb et bien d'autres), on constate qu'elles se situent presque toutes entre 1880 et 1910, ce qui fait de ces décennies une période étonnamment dense. Les États-Unis souffraient d'un déficit en capital social engendré par de grands changements techniques et économiques. On aurait pu prôner à ce moment-là le retour à la ferme, où tout le monde connaissait tout le monde. De même, on pourrait clamer aujourd'hui la supériorité des années 1950. Ce n'est pas le discours que je propose.

Il faut faire preuve de créativité. Notre rôle n'est pas de nous plaindre du sort du Rotary ou des ligues de quilles, mais d'être aussi ingénieux socialement que les gens qui, au siècle dernier, ont créé la Croix-Rouge, les Scouts et les associations de parents d'élèves. Nous devons inventer des institutions adaptées à notre façon de vivre, tout en recréant de véritables liens collectifs. Voilà, à mon avis, un des grands défis de notre temps.

Robert D. Putnam
Stanfield Professor of
International Peace
Weatherhead Center for
International Affairs
Directeur du séminaire Saguro sur
l'engagement civique aux États-
Unis
John F. Kennedy School of
Government
Université Harvard

Note

- ¹ Ce texte est une version adaptée et remise en forme par Isabelle Giraud de la « Conférence John L. Manion » du Centre canadien de gestion donnée à Ottawa le 22 février 1996. Nous remercions vivement le Centre canadien de gestion et monsieur Robert D. Putnam de nous avoir accordé l'autorisation de reprendre cette conférence. L'intervention de Robert D. Putnam reprend des notions déjà présentées dans les articles suivants : « Bowling alone : America's declining social capital », *Journal of Democracy*, 6, 1, janvier 1995, p. 65-78 ; « Tuning in, tuning out : The strange disappearance of social capital in America », *P. S. : Political Science and Politics*, 28, 4, décembre 1995, p. 1-20. Un ouvrage de M. Putnam sur le déclin du capital social aux États-Unis paraîtra en 2000.